



# AGISSONS ENSEMBLE

dans l'intérêt de chaque enfant

2015  
Rapport annuel

**kiyo**

ONG pour  
les droits de l'enfant



# Tables des matières

- 
- 04** Avant-propos
  - 05** Aperçu des activités 2015
  - 06** Qui est KIYO?
  - 08** Que sont les droits de l'enfant?
  - 12** KIYO en Afrique
  - 14** Le projet Musakala
  - 16** KIYO au Brésil
  - 18** KIYO aux Philippines
  - 20** KIYO en Belgique
  - 22** Revenus & dépenses 2015
  - 24** Perspectives 2016
  - 26** Staff KIYO 2015

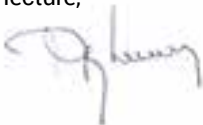
## Avant-propos

2015 a certes été une année noire : attentats de Paris et de Bruxelles, radicalisation, islamophobie, intolérance et agitation sociale, tensions politiques au Burundi - qui ont aussi affectés nos collaborateurs et partenaires- ... mais 2015 a également été une année marquée par le seuil d'une solidarité croissante, parfaitement illustrée par la coopération étroite entre KIYO et Islamic Relief Belgique. Notre projet commun centré sur la communication, la prise de conscience et l'action solidaire entre jeunes musulmans et non-musulmans soulignait l'importance des droits de l'enfant dans des écoles bruxelloises. Sur cette base partenariale solide, les deux organisations souhaitent aujourd'hui étendre leur collaboration opérationnelle à des projets hors de la Belgique et travaillent actuellement conjointement à l'intégration du Maroc dans le prochain programme 2017/2021 de KIYO.

2015 a aussi été une année de continuation et de renouveau. Le grand programme DGD de KIYO en Belgique, au Brésil, aux Philippines, au Burundi et au Congo a continué à être mis en œuvre. Dans notre propre pays, le projet No Rights No Glory! – pour le droit au sport pour tous les jeunes – s'est poursuivi; le projet de théâtre The Five Like You – pour et avec des jeunes avec un passé de réfugié – a vu le jour et le projet Terlibat!- sur la participation des jeunes- s'est achevé. Au Burundi, le centre communautaire Drop-in pour des enfants des rues – co-financé par l'UNICEF- a ouvert les portes. Au Brésil, les installations sportives construites avec le Sport Project ont été mises en service et le projet de KIYO sur la « favela de Rio de Janeiro » a été choisi pour l'édition « Zuiddag 2016 » afin de lutter ensemble contre la pauvreté, l'injustice et l'inégalité.

Également en 2015, en plus d'établir institutionnellement un consortium avec les ONG Solidagro et Médecine pour le Tiers Monde, KIYO a fourni des efforts particuliers afin de répondre aux exigences de la DGD lors de son screening des ONG. Ce travail assidu a été récompensé par une prolongation de notre agrément ONG pour une nouvelle période de 5 ans qui nous garantit que nous pourrions continuer à promouvoir et nous battre pour les droits de l'enfant.

Bonne lecture,



François Ryckaerts  
Voorzitter



Iris Bogaerts  
Algemeen Directeur

# Aperçu des activités 2015

•  
Poursuite de l'implémentation du programme de trois ans 2014-2016 en Belgique, au Brésil, aux Philippines, au Burundi et au Congo (avec la DGD, Direction générale de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire);

•  
En Belgique: poursuite du programme *No Rights No Glory!* (avec VAIS, Agence flamande pour la Coopération internationale et le DiV, Département International Flandres);

•  
actions de sensibilisation de KIYO et Islamic Relief dans des écoles bruxelloises;

•  
le lancement du projet de théâtre *The Five Like You* pour et avec des jeunes avec un passé de réfugié (avec le Fonds de participation);

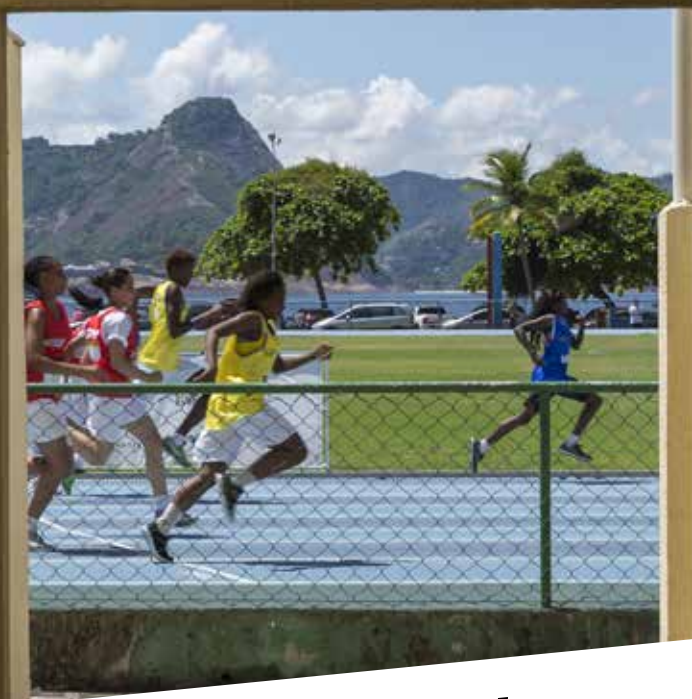
•  
achèvement du projet éducatif *Terlibat!* pour la participation des jeunes (VAIS/DiV);

•  
Au Burundi: achèvement de la construction du centre communautaire Drop-in pour des enfants des rues (avec Unicef);

•  
Au Brésil: mise en service des installations sportives (avec l'organisation Amar);

•  
En RDC: clôture du programme Musakala pour la sécurité alimentaire au Nord Kivu (avec FBSA, Fonds belge pour la sécurité alimentaire);

•  
Au niveau institutionnel: lancement du consortium avec Solidagro (droit à l'alimentation) et Médecine pour le Tiers Monde (droit à la santé).



## Qui est **KIYO?**

KIYO (Kids & Youth) est une ONG d'aide au développement belge qui lutte pour les droits des enfants les plus vulnérables.

KIYO travaille en faveur d'un monde dans lequel tous les enfants et les jeunes jouissent d'une égalité de chances, peuvent se développer et prendre leur propre futur en main. Chaque enfant – fille ou garçon – doit pouvoir grandir dans un environnement dans lequel les parents, les communautés et les gouvernements réalisent son droit aux **services et prestations**, à la **protection** et à la **participation** dans la société.

KIYO veut renforcer la solidarité internationale afin d'assurer les droits de l'enfant conformément à la Convention internationale sur les droits de l'enfant (CIDE), sans distinction entre les genres.

## Que fait KIYO ?

- **Dans le sud**, l'ONG lutte contre l'injustice, la pauvreté et l'inégalité et offre aux enfants et leur communauté l'opportunité de défendre leurs droits ;
- **En Belgique**, elle met les droits de l'enfant sur l'agenda des écoles, des acteurs de développement, des médias et des responsables politiques et sensibilise la population.

## Comment KIYO réalise-t-elle et promeut-elle les droits de l'enfant ?

- KIYO veut rendre réelle la Convention internationale sur les droits de l'enfant en portant une attention particulière aux enfants les plus vulnérables. Toutes les actions et décisions sont faites **dans, l'intérêt supérieur de l'enfant**.
  - Chaque projet de KIYO et de ses partenaires tient strictement compte des **quatre principes de base** du Comité des droits de l'enfant (voir page 10) qui vérifie si les droits repris dans la Convention sont appliqués.
- À cet effet KIYO veut :
- augmenter la **vigilance de la communauté nationale et internationale** en ce qui concerne les droits de l'enfant ;
  - soutenir la **réintégration sociale et économique et la sécurité alimentaire des enfants et des jeunes vulnérables** dans les pays ayant une économie faible ou émergente.

## KIYO vise en Belgique et dans les pays partenaires à générer un **impact** auprès des :

- **Enfants et jeunes**. KIYO encourage les jeunes à défendre leurs droits, en sachant qu'ils ont leur mot à dire dans les décisions qui les concernent.
- **Citoyens, organisations civiles et décideurs politiques**. KIYO veut inciter ce groupe cible à la réflexion critique sur les droits de l'enfant, les impliquer dans la problématique et faire appliquer les droits de l'enfant.
- **Organisations partenaires**. KIYO coopère avec des organisations-partenaires qui défendent les droits de l'enfant dans leurs pays et qui mettent en œuvre leur mission sociale individuellement et collectivement (via des réseaux) de la manière la plus efficace.

# Quels sont les droits de l'enfant?

Les droits de l'enfant sont des droits de l'homme fondamentaux qui répondent aux besoins spécifiques des personnes de moins de dix-huit ans. Les droits de l'enfant ont été déterminés dans la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). Cette convention est aujourd'hui la norme universellement reconnue en matière de droits de l'enfant, partout dans le monde. Elle a été ratifiée par la Belgique et tous les autres pays membres des Nations unies (sauf par les États-unis).

Dans la convention, les droits de l'enfant sont divisés en 3 catégories :

**Droits de protection :** ce sont les droits qui doivent protéger les enfants. Protection contre l'exploitation, les mauvais traitements, la négligence, protection des enfants handicapés, etc.

**Droits de provision :** par provision on entend des services et des installations dont les enfants ont besoin pour pouvoir se développer. Pensez à l'enseignement, l'encadrement de jeunes, les médias, l'aide, les soins de santé et le logement. Les droits de provision doivent garantir que chaque enfant peut en disposer.

**Droits de participation :** la participation est l'action de prendre part à la vie sociale. Les droits de participation veillent à ce qu'un enfant puisse se défendre, ainsi que parler et décider de choses qu'il trouve important. Le droit de parole, le droit de se réunir, le droit de pratiquer sa foi... sont les droits de participation.



Les droits de l'enfant ont **trois caractéristiques** :

- Les droits de l'enfant sont **universels**, ce qui veut dire que tous les enfants du monde ont les mêmes droits, quel que soit leur sexe, race, patrimoine, conditions sociales et économiques, convictions politiques et religieuses.
- Les droits de l'enfant sont **inaliénables**. Les droits dans cette convention concernent spécifiquement les

personnes de moins de 18 ans, ce qui veut dire que les droits de l'enfant s'appliquent également aux enfants ayant des problèmes ou des difficultés importants comme des enfants soldats ou des enfants en conflit avec la loi.

- Les droits de l'enfant sont **indivisibles**, car il ne suffit pas que les enfants reçoivent une partie de leurs droits. Tous les droits repris dans la Convention doivent être respectés; tous les droits ont la même importance.





Dans la Convention, l'accent est mis sur l'enfant comme ayant droit des droits de l'homme fondamentaux. Le Comité des droits de l'enfant des Nations unies maintient à cet effet quatre principes de base.

## 1. Participation

Les enfants ont le droit d'être entendus, d'exprimer librement leurs opinions, ils ont droit à la liberté d'association et d'accès à l'information.

---

## 2. Non-discrimination

Cela signifie que tous les enfants bénéficient des mêmes droits. La Convention s'applique à tous les enfants de moins de dix-huit ans et demande une attention particulière pour les groupes vulnérables.

---



### 3. L'intérêt supérieur de l'enfant

Nous devons tenir compte des intérêts de l'enfant dans chaque action et dans la prise de décisions sociales et politiques.

---

### 4. Droit à la vie, à la survie et au développement

Chaque enfant a le droit à une vie digne.

Les gouvernements doivent garantir que les enfants survivent et se développent sainement. Tous les enfants ont le droit d'être protégé contre la manipulation, la violence, l'abus et l'exploitation.

---

# KIYO en Afrique

Le Burundi et la RDC ont été touchés par des crises et des incidents de sûreté en 2015, qui ont gravement compromis le développement socio-économique et ont été source de nombreuses violations du droit et des mouvements de population de grandes ampleurs.

En 2015, KIYO a poursuivi sa coopération avec ses partenaires **du Burundi** :

- En partenariat avec OIDEB (Observatoire Ineza Pour Les Droits de l'Enfant au Burundi) – le spécialiste en aide juridique aux mineurs – 531 enfants ont pu faire appel aux services juridiques en 2015 et une cinquantaine ont été réintégrés à l'école ou dans la vie professionnelle.
- À Ngozi, avec l'organisation partenaire AFEV, 71 jeunes ont eu une formation professionnelle dans l'horeca et des familles ont été soutenues dans l'élaboration et la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus.
- Le partenariat entre KIYO et FVS-AMADE a contribué à la création de structures sociales qui encouragent les communautés à prendre elles-mêmes soin de leurs enfants vulnérables, sans dépendre des tiers. 98 groupes de solidarité ont ainsi pu être créés et valorisés pour l'épargne et l'octroi de crédits locaux.

- Sur cette voie, KIYO a également contribué à soutenir 36 comités de protection de l'enfance pour entre autres le suivi des violations des droits de l'enfant, une aide de première ligne des victimes et l'instauration d'un environnement sain et sûr pour les enfants.



**En RDC**, également, des confrontations entre différents groupes armés ont abouti à des violations des droits de l'enfant.

KIYO a collaboré avec trois organisations partenaires :

- Le partenariat avec CEFADES a permis la prise en charge globale de 62 enfants vulnérables en leur offrant une formation professionnelle, des soins de santé et des services psychosociaux. Parmi eux, il y avait 35 enfants de la rue, 16 enfants soldats et 11 autres enfants vulnérables.
- L'organisation partenaire CENTRE DORIKA a aidé des clubs pour enfants dans l'organisation de 37 sessions de sensibilisation pour stimuler les enfants vulnérables à devenir acteurs de leurs droits.
- Enfin, en partenariat avec KIYO, AVREO au Sud-Kivu, a mobilisé la communauté pour sensibiliser et assurer le suivi de cas spécifiques de violations. 31 violations ont été documentées et 20 séances de sensibilisation ont été organisées touchant quelques 9300 personnes.



# Le projet Musakala

Dans la province congolaise du Nord-Kivu, en partenariat avec le BDD, KIYO a soutenu le programme Musakala qui visait la sécurité alimentaire pour des centaines de familles déplacées. Le programme Musakala a permis à des familles issues des hauts plateaux surpeuplés du Nord Kivu de migrer vers les basses terres forestières

et d'accéder ainsi à des parcelles agricoles encore disponibles. Le programme a soutenu l'autonomie économique et alimentaire des familles ainsi que la paix sociale locale par des formations professionnelles, la création de coopératives agricoles, l'alphabétisation, des formations agricoles, et des infrastructures de base.



## **Saviez-vous?**

**Que le programme Musakala a été mis en œuvre entre mai 2007 et juillet 2015. Que 75,5 kilomètres de route ont été construits à travers une jungle peu accueillante. Que 343 familles ont trouvé refuge dans des villages nouvellement créés et que trois écoles primaires et trois centres de santé ont été érigés afin que la population puisse avoir accès à une éducation de qualité et à des soins de santé appropriés.**

# KIYO au Brésil

En 2015, les défis pour nos organisations partenaires brésiliennes sont devenus encore plus grands, notamment en raison du « nettoyage social » mis en œuvre dans cette année préolympique, mais également à cause de la crise économique et de la réduction des programmes sociaux par le gouvernement brésilien. Mais nos partenaires n'ont pas baissé les bras.





Nos organisations partenaires AMAR, PAMEN, CESAC et FAVOS DES MEL ont garanti l'accueil alternatif de pas moins de 2060 enfants des favelas et des rues. Des enfants sans abri ont été réintégrés, des enfants nécessiteux ont été accueillis dans des classes, des enfants originaires de villages indigènes ont reçu une éducation propre à leur culture afin de prévenir la migration et le déracinement.

Le réseau RRC (dix organisations d'enfants des rues à Rio) a sensibilisé l'opinion publique aux risques des pratiques d'arrestations des enfants sans abri, le fameux « nettoyage social » du gouvernement. RCC a aussi conçu les Jeux Olympiques pour l'Inclusion auxquels ont participé environ 2000 enfants ; l'évènement a été un grand succès et montre que l'intégration via l'éducation sportive est possible.

Les partenaires RRC et CESAC ont formé 139 jeunes dirigeants pour les conférences de la jeunesse nationale qui aident à définir la politique de la jeunesse officielle au Brésil.

CEDECA, PAMEN et RRC ont placé le gouvernement brésilien face à ses responsabilités pour la maltraitance et le meurtre de mineurs lors d'interventions musclées de la police dans les quartiers pauvres et vis-à-vis du système carcéral répressif pour les jeunes. Les avocats de CEDECA se sont occupés

de dossiers utilisés par les organisations internationales de défense des droits de l'homme, pour exercer des pressions sur les autorités brésiliennes et les pousser à adopter des politiques plus respectueuses des droits de l'enfant.

KIYO a développé ces actions en 2015 grâce à ses organisations partenaires. Mais l'ONG va plus loin en proposant et mettant elle-même en œuvre un volet de renforcement de capacités de ses partenaires afin de renforcer leurs propres gestions et la mise en œuvre de leurs projets. Il en résulte un développement durable de modèles alternatifs pour l'accueil et l'intégration des enfants exclus, objectif principal du programme KIYO au Brésil entre 2014 et 2016. Et c'est cet objectif qui fait la différence pour tant d'enfants.

# KIYO aux Philippines

Le programme lancé en 2014 - pour la promotion du droit de la jeunesse et du bien-être des enfants- a été un succès en 2015. Dans 55 villages et communes, nos sept partenaires locaux ont obtenu de bons résultats. Notamment :

- Dans la capitale de Manille, le partenariat entre KIYO et CHAP a rendu possible la formation de défenseurs des droits de l'enfant et de professionnels de la santé junior qui représentent les enfants des rues dans les conseils locaux.
- Dans deux autres villes de la région Metro Manila capitale – Malabon et Navotas – grâce au partenariat avec HLAF, des bénévoles et des fonctionnaires ont été formés et 900 jeunes ont été réhabilités.
- Dans la province de Benguet, à travers notre partenariat avec CFSPI, des conseillers municipaux locaux ont été encadrés et un système informatique en ligne a été développé pour l'enregistrement et le suivi des mineurs délinquants.
- Dans la métropole Cebu, le partenariat avec CLB a permis à un très grand nombre de défenseurs des droits de l'enfant d'être formés, soit deux fois plus qu'initialement prévu.
- À Lapu-Lapu City, grâce à notre partenaire CLB, un comité de concertation entre les conseillers locaux pour la protection de l'enfant a été créé et permet la réplication



rapide et efficace des actions de protection des jeunes entre les villages.

- Dans les villes de Cebu City et Mandaue, le partenariat de KIYO avec Bidlisiw, a permis la conception et la mise en œuvre d'un programme de soutien économique pour des enfants en conflit avec la loi. Il assure une aide psychologique et financière, une aide au marché de l'emploi et un capital initial pour de jeunes entrepreneurs.
- Grâce à notre partenaire ICWF, quatre villages dans la ville Iloilo ont été reconnus

comme « adaptés aux enfants » par l'administration municipale et le ministère des Affaires étrangères. Cet honneur a été confirmé lors d'une évaluation par la police qui témoigne d'une réduction considérable de la délinquance juvénile dans ces villages.

- Dans les villes de Davao City et Digos, notre partenaire Tambayan soutient et convainc des jeunes filles des rues et des victimes d'abus sexuels de dénoncer ces crimes.

# KIYO en Belgique

En 2015, plusieurs projets éducatifs ont été mis en œuvre :

- Treize élèves du Da Vinci Atheneum de Koekelare sont partis en voyage de familiarisation au Brésil afin de découvrir nos projets et de rencontrer la jeunesse brésilienne, afin de témoigner.
- L'école KOSH de Herentals a analysé avec KIYO, les résultats des actions entreprises précédemment en matière de droits de l'enfant au sein de l'établissement ... et de ce qui reste encore nécessaire et souhaitable. Après la fusion interne en 2016 de deux écoles de la communauté scolaire, l'école KOSH sera impliquée dans le trajet scolaire concernant les droits de l'enfant.
- Le projet *Terlibat!* – organisé avec l'asbl Vormen et BAPI – a pris fin en 2015. Faire entendre la voix des jeunes dans l'éducation mondiale était l'objectif de ce projet. *'Terlibat!'* est le terme indonésien qui désigne 'Participez!'
- Le projet mis en œuvre conjointement avec Islamic Relief – Belgique et visant la communication, la prise de conscience et l'action solidaire entre jeunes musulmans et non-musulmans dans des écoles bruxelloises a trouvé un écho sans précédent auprès des agents d'éducation et des jeunes dans le contexte des attentats de Charlie Hebdo.
- Grâce au projet de théâtre *The Five Like You* – en collaboration avec U Move 4 Peace et Tumult – des jeunes du centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Poelkapelle ont pu raconter et témoigner de leurs histoires sur scène.
- En 2015, des modèles et supports pour intégrer d'avantage l'implémentation des droits de l'enfant dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement au Sud ont été recherchés en coopération avec un certain nombre d'organisations du quatrième pilier. La richesse et la diversité des organisations du 4<sup>ième</sup> Pilier ont favorisé une analyse et des résultats particulièrement intéressants.
- Le projet *No Rights No Glory!* (en coopération avec Globelink) a mis l'accent sur la mobilisation active de jeunes en Belgique pour cette deuxième année du projet. Les enfants ont participé en masse à un jeu de défi, 'le droit au sport' était prioritaire.

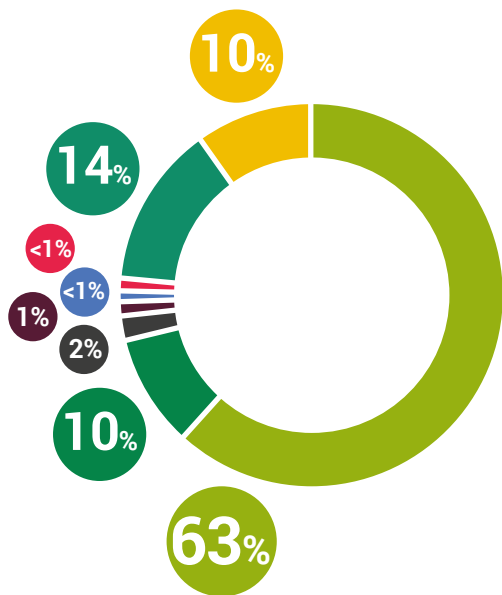
En tant que membre de la Kinderrechtcoalitie (Coalition flamande pour les droits de l'enfant), KIYO a participé activement au forum annuel en 2015. Cette année, le thème était "l'influence de la discrimination sur les enfants".

Egalement comme membre de la Plate-forme Droits de l'enfant dans la Coopération au développement, nous avons soutenu la réflexion visant à assurer l'intégration des droits de l'enfant dans la coopération au développement belge. KIYO et les membres déplorent en effet, que les droits de l'enfant demeurent malheureusement toujours trop ignorés à ce niveau.



# Revenus et dépenses en 2015

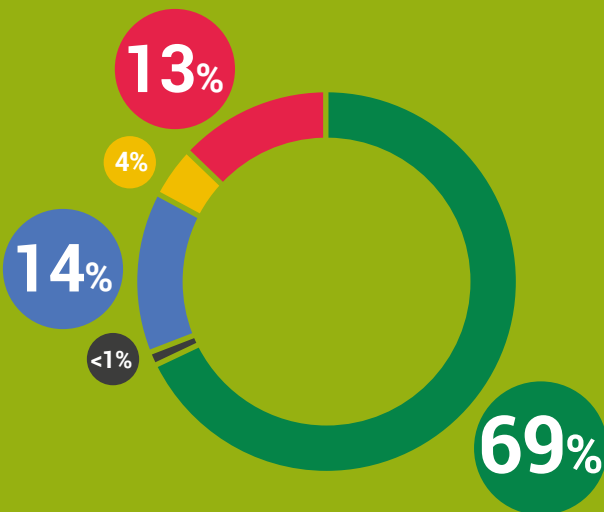
## Où va l'argent ?



- 63%** Programme *Vers la réalisation des droits pour tous les enfants* (DGOS) **1.403.833€**
- 10%** Programme *Musakala: Tranche 6 + évaluation finale* (BFVZ) **212.568€**
- 2%** Projet *No Rights No Glory!* (VAIS 2) **47.833€**
- 1%** Projet *Rwanda* (ARK) **19.812€**
- <1%** Projet *The Five Like You* (Departement CJSM) **4.245€**
- <1%** Projet *Drop-in Center Burundi* (UNICEF) **10.608€**
- 14%** Département *Fundraising* **321.012€**
- 10%** Département *Gestion générale* **214.783€**

## D'où vient l'argent ?

- Subsides institutionnels **69%**
- Autres **<1%**
- Dons particuliers **14%**
- Entreprises **4%**
- Dons associatifs **13%**



<b>Subsides institutionnels</b>	
BFVZ	195.101€
DGD	1.180.567€
FONDS DE PARTICIPATION	15.566€
UNICEF	11.429€
VAIS 1	11.337€
VAIS 2	45.753€
VIA	1.582€
BRABANT FLAMAND	18.575€
WBI	25.876€
FLANDRE OCCIDENTALE	32.181€
<b>Dons particuliers</b>	
DIRECT MAILING	308.884€
ONLINE	252€
AUTRES	7.797€
<b>Dons associatifs</b>	
ARK	19.120€
GLOBELINK	3.823€
ISLAMIC RELIEF BELGIQUE	156.379€
KVR	2.990€
STICHTING SINT-MARTINUS	45.249€
SOS KIDS	9.800€
11.11.11	30.912€
PORTICUS/ STICHTING BENEVOLENTIA	20.000€
<b>Entreprises</b>	
DELTA LLOYD	20.000€
RECUTEX	75.000€
<b>Autres</b>	
Prestations de services	882€
Différences du taux de change	34€
Revenus d'intérêts	4€
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>2.239.093€</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>2.234.695€</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>4.398€</b>

# Perspectives pour 2016

## *Financières*

Pour 2016, KIYO espère un break-even avec un chiffre d'affaires de 2.190.000 euros. Afin d'atteindre l'objectif, KIYO continuera à investir dans sa relation de confiance avec ses principaux bailleurs institutionnels. KIYO devra également récolter les fonds nécessaires pour assurer son apport propre dans le financement de ses programmes et coûts de structure, en mettant en œuvre une stratégie diversifiée :

- engagement en faveur de la récolte de fonds auprès des bailleurs privés ;
  - Offline : une extension durable du fichier d'adresses des bailleurs privés. Ce volet de la récolte de fonds est établi depuis 2014 en coopération avec DSC via des techniques direct mail ;
  - Online : la mise en œuvre d'actions de récolte de fonds 'online' avec un partenaire externe ;
- investissement dans la récolte de fonds auprès des partenaires déjà existants : différentes régions, villes, communes, fondations et associations. L'accent sera mis en particulier sur le partenariat avec des groupes de soutien ;
- enfin, KIYO souhaite progressivement développer des activités génératrices de revenus.



## ***Opérationnelles***

En 2016, KIYO formulera son nouveau programme DGD 2017-2021, programme pour la première fois conçu et intégré avec ses partenaires de consortium Solidagro et Médecine pour le Tiers Monde. Pour ce programme, KIYO restera bien entendu actif dans le domaine des droits de l'enfant en Belgique, au Brésil, aux Philippines, au Burundi, en RDC mais inclura également le Maroc en collaboration étroite avec Islamic Relief Belgique.

En 2016, les programmes et projets actuels de KIYO se poursuivront (DGD, DiV, le Fonds de participation, Zuiddag ...) et nous diversions et renforcerons les recettes et les financements de nos programmes.

# staff KIYO 2015

## Équipe

Iris Bogaerts: directeur général, gestionnaire de programme et de la qualité, manager RH  
Magali Guyaut: gestionnaire financier, gestionnaire de programme et de la qualité  
Marleen van Audenhove: gestionnaire du programme Sud  
Brice Ryckaert: assistant gestionnaire du programme Musakala  
Annelies Maertens: sensibilisation et plaidoyer Nord  
Ilse Carlier: collaborateur éducatif Nord  
Michiel De Baere: collaborateur éducatif Nord  
Irina Meeusen: communication et récolte de fonds  
Céline Baes: Facilitateur du programme dans la région des Grands Lacs  
Jan Daniëls: Facilitateur du programme Brésil  
Roger Camps: Facilitateur du programme Philippines

Un grand merci aux bénévoles et aux stagiaires qui ont soutenu notre fonctionnement dans le Sud et en Belgique.

## Conseil d'administration

François Ryckaerts (président)  
Noël De Gryse  
Kathleen Coppens  
Filip Vandenbempt  
Jan De Paepe  
Peter Tierens

## Coordonnées

Rue Brogniez 46 – 1070 Anderlecht  
+32 (0) 2 510 61 93  
Info@kiyo-ngo.be - www.kiyo-ngo.be  
www.facebook.com/KIYOngovoorinderrechten  
www.twitter.com/KIYO\_ngo

## ***Le saviez-vous ?***

**En 2015 nous avons dit au revoir à notre collègue Irina qui a soutenu notre organisation en terme de communication et récolte de fonds pendant trois ans.**

**Aujourd'hui Irina irradie de sa bonne humeur au sein du service communication de Uitgeverij EPO, maison d'édition à Anvers.**

***Faites un don au  
BE13 4350 2585 6139  
Pour chaque don supérieur  
à 40€ une attestation fiscale  
vous sera délivrée***

